

ELLIOTT, Kimberly Ann (dir.). *Corruption and the Global Economy*. Washington, Instituteur International Economies, 1997, 266 p.

Nicolas Schmitt

Volume 29, Number 3, 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703936ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703936ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Schmitt, N. (1998). Review of [ELLIOTT, Kimberly Ann (dir.). *Corruption and the Global Economy*. Washington, Instituteur International Economies, 1997, 266 p.] *Études internationales*, 29(3), 748–750. <https://doi.org/10.7202/703936ar>

nir de reconstruire un autre système mondial, celui du néolibéralisme n'ayant alors fait qu'un temps » (p. 161).

Houchang HASSAN-YARI

*Collège militaire royal du Canada,  
Kingston, Canada*

### **Corruption and the Global Economy.**

ELLIOTT, *Kimberly Ann (dir.)*.  
*Washington, Institute for International Economics, 1997, 266 p.*

En décembre dernier, les pays de l'OCDE ont signé une nouvelle convention visant à combattre la corruption de fonctionnaires de pays étrangers. Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale voient la corruption comme un frein au développement économique et en ont fait un sujet de préoccupation et de recherche. Certains voient la cause des récents déboires des pays asiatiques dans les rapports douteux entre l'État et le secteur privé. C'est dire si le volume consacré à la corruption et édité par Kimberly Ann Elliott de l'Institut d'économie internationale à Washington D.C. vient à point. Ce livre de 266 pages est divisé en 10 chapitres écrits par des experts en économie, en droit et en science politique. Il a deux buts principaux. Il vise premièrement à identifier les causes et les conséquences de la corruption, plus particulièrement à définir les structures économiques et politiques qui la facilitent. Deuxièmement, il analyse les expériences en cours visant à combattre la corruption.

Le premier chapitre, écrit par P. Glynn, S. Kobrin et M. Naïm, membres du Forum économique mondial,

décrit de manière générale les changements économiques, politiques et technologiques qui ont contribué à faire de la corruption un phénomène global. Les auteurs montrent que la globalisation accrue fait que la corruption devient très internationale et donc plus insaisissable, même si elle est attaquée maintenant au niveau multilatéral. Ils soulignent que cette internationalisation de la corruption est un danger qui nous concerne tous puisque des liens clairs existent entre la corruption et l'instabilité politique. Les auteurs retracent ensuite l'histoire des efforts récents de l'OCDE pour combattre la corruption au niveau multilatéral. Ils soulignent en particulier que c'est le gouvernement Clinton qui est à l'origine de cet effort car la politique intérieure américaine visant à combattre la corruption, et qui prend sa source dans le scandale du Watergate, a pénalisé les entreprises américaines.

Le deuxième chapitre, écrit par S. Rose-Ackerman de l'Université Yale, identifie les causes et les conséquences économiques de la corruption. De par leur nature, les activités gouvernementales créent des incitations à la corruption puisqu'elles créent un pouvoir et qu'il n'y a pas de marché pour de telles activités. L'importance de la corruption dépend alors en grande partie de la facilité avec laquelle les fonctionnaires peuvent rendre le processus administratif plus lent et plus compliqué, ainsi que de la probabilité de se faire détecter et punir. Les coûts de la corruption sont potentiellement importants car elle crée des distorsions économiques, elle affecte la distribution des revenus, la croissance économique aussi bien que la légitimité du gouvernement.

Le troisième chapitre, écrit par M. Johnston de l'Université Colgate, est consacré aux causes institutionnelles, sociales et politiques de la corruption. L'auteur identifie deux variables clés : la première est l'équilibre des forces politiques et économiques. Dans les pays riches, les forces économiques dominent généralement les forces politiques alors que l'inverse tend à être vrai dans les pays plus défavorisés. La deuxième variable a trait aux élites d'un pays. L'appartenance à l'élite d'un pays peut provenir d'un système concurrentiel (politique ou économique) ou d'un système plus figé (appartenance à une famille, une classe politique, une oligarchie). La combinaison de ces deux variables correspond à quatre sources et à quatre degrés de corruption différents. Le degré de corruption est plus élevé lorsque le biais est politique plutôt qu'économique et l'appartenance à l'élite est concurrentielle (Italie, Russie), ou lorsque le biais est économique mais les élites sont figées (Chine). L'auteur identifie ensuite pour chaque source de corruption les remèdes appropriés. Il constate que même si les démocraties ne sont pas sans corruption, elles y sont moins sujettes. Il constate également que les risques de corruption sont importants si une réforme politique ne va pas de pair avec une réforme économique. Les cas récents de l'Asie et de l'Europe de l'Est semblent confirmer ce point crucial.

P. Mauro du FMI évalue au chapitre 4 les effets de la corruption sur l'investissement, la croissance et la composition des dépenses publiques. Il conclut non seulement que la corruption diminue la croissance et les investissements mais qu'elle affecte

également la nature des dépenses publiques. Ainsi il constate que les pays les plus sujets à la corruption investissent moins dans le système éducatif et dans le système de santé, ce qui contribue à réduire le capital humain et la croissance de long terme, autant qu'à accroître les inégalités. Ce chapitre clôt la première partie du livre consacrée aux causes et effets de la corruption.

La deuxième partie du livre est entièrement consacrée aux politiques existantes ou proposées pour combattre la corruption. Le chapitre 5, écrit par M. Pieth, président du groupe de travail à l'OCDE sur la corruption dans les transactions internationales, retrace les efforts de l'OCDE afin d'éliminer des déductions fiscales les sommes consacrées à la corruption, de rendre punissable criminellement la corruption et d'améliorer les règles comptables et les procédures qui régissent les contrats gouvernementaux. A. Ruzindana, inspecteur général du gouvernement ougandais, décrit au chapitre 6 les efforts de son pays pour éliminer la corruption. Il insiste avant tout sur le rôle de la société civile. F. Heimann, conseiller de General Electric, expose au chapitre 7 les initiatives privées visant à éliminer la corruption. Finalement, le dernier chapitre écrit par K.A. Elliott résume les conclusions et recommandations essentielles de l'ouvrage. Deux appendices closent l'ouvrage.

Les chapitres de ce livre sont d'une valeur inégale : certains d'entre eux sont vagues et très descriptifs, d'autres précis et analytiques. Une telle variété est normale lorsqu'un sujet d'analyse est relativement nouveau et qu'il peut être abordé sous des angles

très différents. L'avantage principal de ce livre est qu'il offre un vaste tour d'horizon économique, politique et légal de la question de la corruption aussi bien dans l'analyse de ses causes et conséquences que des efforts récents pour en atténuer la portée. La première partie de l'ouvrage est de loin la plus intéressante puisqu'elle offre de très bonnes analyses économiques, politiques et sociales de la corruption. En particulier, cette partie met bien en relief les coûts de la corruption. Le dernier chapitre du livre est également utile puisque K.A. Elliott offre une synthèse des points principaux des chapitres précédents et de la littérature existante sur le sujet. Il est probable que, dans les années à venir, la corruption devienne le centre d'intenses négociations aussi bien au sein de l'Organisation mondiale du commerce que d'autres forums internationaux. C'est donc un livre important pour quiconque veut comprendre et analyser ce phénomène que certains considèrent comme la seconde plus vieille activité du monde.

Nicolas SCHMITT

*Simon Fraser University  
Vancouver, Canada*

## HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

### Les relations internationales du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à 1939.

BÉZIAS, Jean-Rémy. Paris, Seuil,  
1997, 96 p.

Ce livre de poche de 96 pages est difficile à résumer puisqu'il présente lui-même un sommaire des principaux événements qui ont marqué les

relations internationales de presque un siècle d'histoire. C'est l'époque où l'on assiste à la disparition de l'Empire ottoman et à l'émergence d'une Europe moderne qui s'élève au rang de centre économique et politique du monde.

Les seize chapitres sont bien articulés et à peu près d'égale longueur. Ils sont complétés par quelques cartes géographiques et des conseils de lecture pour les personnes qui aimeraient approfondir ces notions élémentaires. La facture de l'ouvrage laisse penser que les textes, à l'origine, ont pu servir de matière à un bon cours d'histoire de premier cycle universitaire.

Le premier chapitre donne un aperçu général des relations internationales de 1851 à 1871 : la carte de l'Europe est remaniée en profondeur et des événements importants secouent l'Amérique et l'Asie.

Les cinq chapitres suivants s'articulent autour de la période de 1871 à 1914. Une présentation des principaux événements qui ont influencé la politique internationale à cette époque est suivie de quatre études sectorielles portant sur : 1) les réseaux d'alliances qui se sont formés en Europe autour de l'Allemagne et de la France et que la guerre des Balkans et la seconde crise marocaine ont consolidés ; 2) l'impérialisme grandissant des puissances européennes, la mondialisation de leur politique extérieure et le partage du monde (surtout de l'Afrique et de l'Asie) en zones d'influence ; 3) les visées expansionnistes des grandes puissances européennes qui créent dans les Balkans une instabilité qui conduira au déclenchement